

Trump choisit l'isolement diplomatique

Le président américain reconnaît unilatéralement Jérusalem comme capitale d'Israël

WASHINGTON - *correspondant*

Affaire classée. En annonçant, mercredi 6 décembre, que les Etats-Unis reconnaissent désormais Jérusalem comme capitale d'Israël, Donald Trump a plus donné l'impression de réparer ce qu'il a présenté comme une erreur ancienne que de tracer une perspective inédite de relance des négociations israélo-palestiniennes. « *Cela aurait dû être fait depuis longtemps* », a-t-il assuré.

L'instant choisi pour cette rupture témoigne par ailleurs d'un caractère presque indépendant de la volonté présidentielle. Contraint de geler tous les six mois l'application d'une loi du Congrès votée en 1995 pour transférer l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, M. Trump s'était exécuté de mauvaise grâce en juin. L'échéance de décembre s'est imposée à lui pour précipiter ce revirement, même si, pour des raisons pratiques, il faudra attendre des mois avant qu'une représentation diplomatique ouvre ses portes dans la ville, sainte pour trois religions monothéistes.

Comme d'autres initiatives précédentes, la volte-face de Donald Trump a débuté par une mise en perspective flatteuse visant à opposer l'homme d'action à des prédécesseurs qui se seraient payés de mots en plaidant pour ce transfert le temps d'une campagne, pour y renoncer une fois arrivés à la Maison Blanche. Prisonniers d'« *hypothèses* » et de « *stratégies perdantes* », ces prédécesseurs ont été jugés avec sévérité. « *Certains [c'est-à-dire le président lui-même] ont pensé qu'ils manquaient de courage* », a-t-il assuré.

Les justifications avancées par Donald Trump n'ont guère convaincu, la partie israélienne exceptée, si on en juge la vague de réactions négatives que l'annonce de mercredi a provoquées. Le rejet palestinien a été massif et les capitales arabes alliées aux Etats-Unis ont également multiplié les critiques et les condamnations.

RECONNAÎTRE « LA RÉALITÉ »

A la Maison Blanche, mercredi, une forme d'empirisme l'a en effet emporté sur l'analyse. Les Etats-Unis doivent reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, alors qu'elle fait l'objet d'un contentieux depuis plus d'un demi-siècle, parce que c'est « *la réalité* », a estimé M. Trump, qui s'était rendu sur place en mai. Washington estimait auparavant qu'une reconnaissance unilatérale contrarierait la quête de la paix. L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations montre, selon le président, que cette relation de cause à effet a été au contraire surestimée.

Tout en accédant à une demande très ancienne d'Israël, M. Trump s'est bien gardé en retour d'évoquer la position des Palestiniens. Ces derniers revendiquent la partie orientale de la ville divisée à l'issue de la première guerre israélo-arabe, en 1948, pour y installer aussi la capitale d'un éventuel Etat. Les autorités israéliennes ont toujours exclu un éventuel partage de la ville, réunifiée par la force à la suite de la guerre de 1967.

Le président n'a mentionné que l'aspect religieux de la relation arabo-musulmane à Jérusalem, répétant l'argument des autorités israéliennes selon lequel elles garantissent un libre accès aux lieux saints. Des dizaines de milliers de Palestiniens, à commencer par ceux de Gaza, en sont pourtant privés.

Pour tenter d'équilibrer son propos, M. Trump s'est gardé de définir géographiquement les contours de la capitale reconnue mercredi. « *Nous ne prenons pas position sur les questions de statut final, y compris les limites spécifiques de la souveraineté israélienne sur Jérusalem ou la résolution des frontières contestées. Ces questions sont laissées aux parties concernées* », a assuré le président.

Ces précautions oratoires ont été suivies de la mention de la solution à deux Etats (la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël), une perspective que « *les Etats-Unis soutiendraient si elle était acceptée par les deux parties* ». M. Trump a ainsi voulu préserver les chances du processus de paix auquel s'est attelé son gendre, Jared Kushner, et pour lequel il a souhaité la mobilisation des pays arabes alliés aux Etats-Unis.

« *Les Etats-Unis restent déterminés à faciliter un accord de paix acceptable pour les deux parties* », a affirmé le président américain, déterminé à faire « *tout ce qui est en [son] pouvoir pour aider* » à parvenir à cet objectif.

Quelle sera l'intensité de la mobilisation des Etats-Unis? Donald Trump est resté muet sur ce point pourtant fondamental, alors que les Palestiniens s'interrogent désormais ouvertement sur la légitimité de Washington à jouer les intermédiaires. La visite qu'il a annoncée « *dans les jours à venir* » du vice-président Mike Pence, dans la région, devrait permettre de mesurer le degré de défiance que l'annonce a alimenté.

D'autant que Donald Trump ne s'est pas montré plus précis sur les modalités d'une relance d'éventuelles négociations, alors que la carte qu'il a jouée mercredi aurait pourtant pu y être propice. Au contraire, le président s'est cantonné à des généralités, comme l'appel à « *la compréhension et au respect mutuels* », se posant en fait plus comme un observateur que comme un acteur.

« MODÉRATION » ET « TOLÉRANCE »

« *Il y aura bien sûr des désaccords et des dissensions concernant cette annonce. Mais nous sommes convaincus qu'au bout du compte, au fur et à mesure que nous surmonterons ces désaccords, nous arriverons à la paix et à une place beaucoup plus grande sera faite pour la compréhension et la coopération* », a assuré le président, comme convaincu que la colère à laquelle il s'attendait manifestement retombera vite. Il a appelé « *au calme* », à « *la modération* » et à « *la tolérance* » dans une exhortation irénique qui risque pourtant d'être sans lendemain.

Comme lors de la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, en juin, Donald Trump a pu mesurer mercredi l'isolement produit par la rupture avec les choix effectués par les administrations précédentes, démocrates comme républicaines. Une situation qu'il ne semble pourtant guère juger inconfortable. ■

GILLES PARIS

LE CONTEXTE

LA POSITION
CONSTANTE DE L'ONU

Si l'Assemblée générale de l'ONU

a, de manière constante depuis 1948, réaffirmé le principe de l'internationalisation de Jérusalem et refusé « la prétendue Loi fondamentale » proclamant la cité capitale d'Israël, elle avait déploré, en 1980, « que certains Etats aient transféré leurs missions diplomatiques à Jérusalem, au mépris de la

résolution 478 du Conseil de sécurité ». Le 25 janvier 2001, constatant que certains pays (Costa Rica et Salvador, qui ont depuis obtenu) n'avaient pas donné suite à cette demande, l'Assemblée générale réitérait sa demande. Dans sa résolution 2334, adoptée en décembre 2016 par 14 voix

pour et une abstention – celle de l'administration sortante de Barack Obama –, le Conseil de sécurité « souligne qu'il ne reconnaîtra aucune modification aux frontières du 4 juin 1967, y compris en ce qui concerne Jérusalem, autres que celles convenues par les parties par la voie de négociations ».

Les Palestiniens cherchent une réponse politique

Pour Ramallah, les Etats-Unis ne sont plus légitimes comme médiateur dans les négociations de paix

JÉRUSALEM - correspondant

d'un revirement stratégique ?

Appel à l'unité nationale, célébration de Jérusalem comme ville sainte musulmane et « capitale éternelle » palestinienne, mais surtout attaque contre les Etats-Unis : voici comment le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a réagi sans tarder au discours prononcé par Donald Trump, mercredi 6 décembre. Le raïs a lu une allocution à la télévision, dans laquelle il a estimé que le président américain avait choisi d'« ignorer et de contredire le consensus international » sur Jérusalem. M. Trump aurait ainsi signé « une déclaration de retrait des Etats-Unis dans le rôle qu'ils ont joué ces dernières décennies », comme médiateur et facilitateur dans les négociations de paix.

Le président de l'Autorité palestinienne a aussi appelé à « accélérer et intensifier les efforts pour mettre un terme à la division [entre factions palestiniennes] et restaurer l'unité nationale ». A cette fin, il souhaite la convocation immédiate de toutes les instances politiques, dont le comité central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Mais, derrière ces mots, la marge de manœuvre du dirigeant, âgé de 82 ans, est limitée.

La reconnaissance unilatérale par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël marque un échec à la fois personnel et politique pour Mahmoud

Abbas et ses proches, comme le négociateur Saeb Erekat. Ils ont consacré près de vingt-cinq ans aux cycles de négociation successifs, prônant la non-violence mais ne parvenant jamais à surmonter avec les dirigeants israéliens certains problèmes-clés, en particulier le statut de Jérusalem. « Malheureusement, le président Trump vient de détruire la possibilité de deux Etats », a réagi Saeb Erekat, qui est aussi le secrétaire général de l'OLP. Est-ce l'amertume d'un soir, ou bien l'indice

Appel à une « nouvelle Intifada »

Aujourd'hui, l'Autorité palestinienne doit trouver une réponse politique. La tentation d'une rupture avec le médiateur américain est forte, mais ce pays est aussi une source de financement majeure. « Il n'existe pas d'alternative aux Etats-Unis afin de faciliter les négociations de paix et de parvenir à une solution, prévient Daniel Shapiro, ancien ambassadeur américain en Israël (2011-2017). Le temps viendra où les Palestiniens devront en prendre conscience. » Selon une source diplomatique européenne, le raïs aurait essentiellement le choix entre un « statu quo précaire, sans s'engager dans des négociations de paix où le sort de Jérusalem serait déjà ficelé entre Américains et Israéliens », et une orientation plus nationale. « Il s'agirait de resserrer les rangs entre factions et de privilégier la réconciliation, mais il faut pour cela un soutien de l'Egypte et d'un bailleur de fonds arabe pour payer les salaires des fonctionnaires » dans la bande de Gaza, souligne cette même source.

D'autres actions possibles s'offrent à l'Autorité palestinienne : demander la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies ; transmettre à la Cour pénale internationale (CPI) une plainte formelle pour les crimes liés à la colonisation. L'Autorité palestinienne pourrait aussi suspendre la coordination sécuritaire avec les services israéliens, comme cela avait été brièvement le cas après la crise des portiques de sécurité, installés en juillet puis retirés autour de l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple pour les juifs) à Jérusalem-Est. Mais cette menace récurrente est aussi contre-productive pour l'Autorité palestinienne elle-même. Cette coordination sécuritaire est l'un des piliers de son contrôle sur la Cisjordanie ; elle permet d'y endiguer l'influence du Ha-

mas et des salafistes.

Les factions palestiniennes présentent en apparence un front uni face à la décision américaine. Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza depuis 2007, s'est entretenu par téléphone avec Mahmoud Abbas. Ils ont convenu d'appeler ensemble les Palestiniens à manifester contre la décision américaine – jeudi matin, M. Haniyeh appelait à une « nouvelle Intifada », dans un discours à Gaza.

La mesure de la mobilisation populaire sera, comme d'habitude, le vendredi, après la grande prière hebdomadaire.

Mais derrière cette unanimité se dessinent aussi des lignes de fracture internes. Elles recouvrent à la fois des rivalités de personnes et des différences d'analyse sur l'avenir du combat pour les droits palestiniens : poursuivre encore dans la quête, si vaine à ce jour, de la solution à deux Etats ? Ou réorienter la lutte pour des droits égaux entre juifs et Arabes, au sein d'un seul Etat, binational ?

Une figure de premier plan est sortie mercredi de son silence, observé depuis plusieurs semaines en raison de la poursuite du processus de réconciliation entre factions, dans la bande de Gaza : il s'agit de Mohammed Dahlan. L'homme d'affaires et rival de Mahmoud Abbas, qui s'est rapproché du Hamas en juin, bénéficie du soutien appuyé des Emirats arabes unis, ainsi que de l'écoute attentive de l'Egypte.

Dans une série de Tweets, il a réclamé une rupture stratégique côté palestinien, mettant ainsi en cause la ligne de l'Autorité palestinienne, suivie jusqu'à ce jour. « J'appelle au retrait des négociations absurdes et sans fin avec Israël, après la violation du principe d'inviolabilité du statut de Jérusalem, écrit-il. J'appelle à la fin de toutes les formes de coopération, surtout de la coordination sécuritaire, avec Israël et les Etats-Unis. » ■

PIOTR SMOLAR

Le monde arabe stupéfait mais impuissant

Les Etats du Proche-Orient condamnent la décision de Trump, mais ont besoin de son soutien

BEYROUTH - correspondant

Une provocation», «un pas dangereux», «une violation du droit international»: une fois n'est pas coutume, les capitales arabes ont réagi d'une seule voix à la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Dès mardi 5 décembre, lorsqu'il est apparu que cette annonce était imminente, et toute la journée de mercredi, avant et après le discours du président américain, les communiqués de réprobation se sont succédé.

Champion de l'orthodoxie sunnite, et donc particulièrement concerné par l'initiative américaine qui touche à l'un des lieux saints de l'islam, le roi Salman d'Arabie saoudite a mis en garde contre «la colère des musulmans». Le président égyptien

Abdel Fattah Al-Sissi, à la tête du pays le plus peuplé du monde arabe, a déploré «des mesures qui affaiblissent les chances de parvenir à la paix au Moyen-Orient». Le roi de Jordanie, à qui la tradition hachémite confère le titre de gardien de l'esplanade des Mosquées de Jérusalem, s'est ému de «répercussions dangereuses».

Mais cet unanimisme est trompeur. Les bons connaisseurs de la région s'attendent à ce que la réunion d'urgence de la Ligue arabe, convoquée pour samedi, n'accouche d'aucune décision concrète. «Ce ne sont que des mots, un show pour apaiser l'opinion publique arabe, la Maison Blanche le sait très bien, décrypte Mehran Kamrava, professeur d'histoire du Moyen-Orient à la branche qatarie de la Georgetown University, à Doha. «Trump est le nouveau Balfour», s'indi-

gne l'intellectuel libanais Elias Khoury, compagnon de route de l'OLP, en référence au père de la fameuse déclaration britannique de 1917, qui promettait de créer un «foyer juif» en Palestine. «S'il a pris cette décision, c'est qu'il sait qu'il n'y aura pas de réaction arabe», ajoute-t-il.

Mains liées

La plupart des potentats du Proche-Orient ont les mains liées par leur proximité avec l'administration Trump. Le président égyptien Al-Sissi a besoin de la couverture politique de la Maison Blanche pour faire oublier ses atteintes, massives, aux droits de l'homme. Il ne peut pas prendre le risque de perdre l'aide financière américaine, vitale pour redresser son économie et équiper son armée, en guerre contre les djihadistes dans le Sinaï.

Le roi Salman, de son côté, a besoin du soutien américain pour endiguer l'«expansionnisme» iranien au Proche-Orient, l'obsession numéro un de la direction saoudienne. Les mégachantiers lancés par son fils, le prince héritier Mohammed Ben Salman, dans le cadre de son plan de diversification économique, nécessitent aussi l'appui des Etats-Unis. Et, depuis quelques années, l'Arabie saoudite est engagée dans un processus de rapprochement avec Israël, discret mais continu.

«Tout dépendra de la réaction de la rue palestinienne. Si les protestations s'essoufflent, les dirigeants arabes seront soulagés», prédit Osama Al-Sharif, un commentateur jordanien. «Les Palestiniens n'ont jamais été aussi seuls, soupire M. Khoury. Ils doivent repenser radicalement leur stratégie.» ■

BENJAMIN BARTHE

Israël salue une «journée historique»

Dans une vidéo diffusée après la déclaration de Donald Trump, Benjamin Nétanyahou s'est réjoui, mercredi 6 décembre, d'une «journée historique». Le premier ministre israélien s'est dit «profondément reconnaissant» à l'égard du dirigeant américain et a appelé tous les autres pays à suivre son exemple, en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. Selon M. Nétanyahou, «la décision du président est un pas important vers la paix, car il ne peut y avoir de paix sans inclure Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël». Contrairement à M. Trump, il s'est gardé de parler de «solution à deux Etats», que rejette la droite nationaliste et messianique. Dans son allocution, Benjamin Nétanyahou a aussi assuré qu'il n'y aurait «aucun changement au statu quo sur les sites saints», en référence à l'esplanade des Mosquées (mont du Temple pour les juifs) à Jérusalem-Est.

La fin du rôle de « médiateur impartial » des Etats-Unis

Le défi que constitue la reconnaissance de Jérusalem est sans précédent

WASHINGTON - correspondant

La décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël met à l'épreuve, sans doute de manière décisive, le rôle de médiateur impartial (« *honest broker* ») dans le conflit israélo-palestinien revendiqué par les Etats-Unis depuis quatre décennies. L'équilibre entre les deux parties a toujours été une gageure compte tenu de la très grande proximité de Washington avec l'Etat juif, nourrie par le soutien militaire décisif apporté lors des guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973 et qui s'est transformé au fil des années en programme d'aides massif. Mais le défi que constitue cette reconnaissance est sans précédent.

Le démocrate Jimmy Carter a été le premier président à endosser ces habits d'« *honest broker* ». L'accord de Camp David conclu entre le premier ministre, Menahem Begin, et le président égyptien, Anouar Al-Sadate, en 1978, comporte en effet une partie qui prévoit une autonomie transitoire pour les territoires palestiniens occupés après 1967 (Gaza et la Cisjordanie). Faute de contact direct avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), non reconnue par les Etats-Unis, ce plan, comme celui de Ronald Reagan qui envisage également une autonomie palestinienne cinq ans plus tard, n'est cependant pas né-

gocié directement avec des représentants palestiniens.

La première Intifada en décembre 1987, qui met en lumière la situation des territoires palestiniens, puis la reconnaissance d'Israël par l'OLP en 1988, à Alger, ouvrent la voie au dialogue et à des contacts directs. Lors de la conférence de Madrid, en 1991, l'OLP n'est cependant pas représentée en tant que telle et son président, Yasser Arafat, reste boycotté par les Israéliens et les Etats-Unis. Il faut attendre les accords d'Oslo et leur signature historique par ce dernier et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, à la Maison Blanche, en 1993, pour que l'OLP accède à un statut plein et entier. La disgrâce de Yasser Arafat, après le début de la deuxième Intifada en 2000, ne remet pas en cause le rang de l'OLP, comme le prouve l'accueil réservé par Washington à son successeur, Mahmoud Abbas, en place depuis 2005.

L'engagement des Etats-Unis dans les négociations entre Israéliens et Palestiniens débute sur des bases très défavorables aux seconds. A titre d'exemple, les deux programmes des partis démocrate et républicain adoptés lors de leur convention respective, à l'occasion de la campagne présidentielle de 1980 remportée par Ronald Reagan aux dépens de Jimmy Carter, excluent la perspective de la création d'un Etat palestinien. Ils réaffirment, au contraire, l'indivisibilité de Jérusalem. Celui du Parti démocrate va

encore plus loin en préconisant le transfert de l'ambassade des Etats-Unis, une revendication avancée pour la première fois lors de la campagne de 1972.

Déséquilibre

Ce tropisme pro-israélien est vérifié lors de la campagne de 1992 pendant laquelle Bill Clinton attaque George H. W. Bush sur la question de l'ambassade. Le démocrate sera pourtant le premier à signer un décret retardant l'application de la loi en ce sens votée à une majorité écrasante au Con-

grès (93 pour et 5 contre au Sénat, 374 pour et 37 contre à la Chambre des représentants).

Le déséquilibre originel de la position américaine n'est ponctuellement compensé que par l'inimitié entretenue par Bill Clinton, puis par Barack Obama, avec le chef de la droite nationaliste israélienne, Benyamin Nétanyahou. Tout d'abord lors du premier mandat de premier ministre de ce dernier de 1996 à 1999, puis de 2009 à 2017. Le glissement républicain sur les positions démocrates, mal anticipé par les Palestiniens lors de l'élection de George W. Bush, en 2000, réaffirme l'axe entre les autorités israéliennes et Washington.

Accéder aux vœux israéliens

Le président républicain, gratifié au terme de ses deux mandats du titre de président le plus pro-israélien de l'histoire des Etats-

Unis, prend pourtant au cours de cette période deux initiatives dé-poussiérant le costume d'« *honest broker* ». Il est tout d'abord le premier locataire de la Maison Blanche à évoquer publiquement, en juin 2002, sa « *vision de deux Etats vivant côte à côte dans la paix et la sécurité* ». Une formule également défendue par le démocrate Barack Obama dans son discours du Caire, en juin 2009, ce qui contraint Benyamin Nétanyahou à la reprendre à son compte, une seule fois et assortie de conditions drastiques.

Washington a toujours défendu l'avantage que procure, selon lui, sa proximité avec les autorités israéliennes. Ce lien de confiance n'a cessé d'être testé par la poursuite par Israël de la colonisation des territoires occupés officiellement condamnée par les Etats-Unis. L'intensité de la réaction américaine a constitué le marqueur le plus juste de la réalité de son rôle d'arbitre. Avant même d'accéder aux vœux israéliens sur Jérusalem, l'administration de Donald Trump avait déjà cessé de réagir, comme les précédentes, aux annonces de nouvelles constructions israéliennes. ■

GILLES PARIS

Trump veut à tout prix satisfaire sa base

Le président américain veille scrupuleusement à tenir ses promesses de campagne

WASHINGTON - *correspondant*

Le comité chargé de préparer la campagne présidentielle de 2020 n'a guère perdu de temps. Il n'a fallu attendre que quelques heures, mercredi 6 décembre, pour recevoir les premiers messages vantant « une nouvelle promesse tenue ». Donald Trump est particulièrement sensible à la mise en scène de ses succès présumés, ce qui lui permet de passer sous silence la pire popularité enregistrée par un président après dix mois passés à la Maison Blanche, selon le baromètre de l'institut Gallup.

La reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël devrait s'ajouter à sa liste dès le meeting qu'il tiendra à Pensacola, en Floride, vendredi. « Sans me vanter », avait-il répété une nouvelle fois à Saint-Louis, dans le Missouri, une semaine plus tôt, « il n'y a pas dans l'histoire de notre pays un président qui a accompli autant en dix mois ».

Le président risque d'autant plus d'utiliser cette reconnaissance de Jérusalem qu'il sait qu'elle fait l'objet d'un très large consensus au Congrès. Les démocrates ont été les premiers à militer en ce sens après la guerre de 1967, avant d'être progressivement rejoints par les républicains. Prompts à critiquer le président, des élus démocrates, comme le sénateur Ben Cardin (Maryland), n'ont pas mis en cause son principe mercredi, se contentant de quelques réserves, notamment sur l'instant choisi par l'administration.

Resserrer les liens

Le thème est également très populaire dans une partie spécifique de l'électorat de Donald Trump, celle qui rassemble les chrétiens évangéliques. Mardi soir, à Fairhope, dans le bastion conservateur de l'Alabama, Stephen Bannon, l'ancien conseiller stratégique du président, a fait se soulever la salle en évoquant le sujet. Le patron du site *Breitbart News* s'y exprimait dans le cadre d'un meeting de soutien à Roy Moore, can-

La reconnaissance de Jérusalem est très populaire dans une partie spécifique de l'électorat, celle des chrétiens évangéliques

didat républicain à l'élection sénatoriale prévue le 12 décembre.

Ce public est acquis pour de nombreuses raisons au président, notamment du fait de la nomination d'un juge très conservateur à la Cour suprême, Neil Gorsuch. Mais la décision sur Jérusalem va resserrer indéniablement encore un peu plus les liens. Le rapport des chrétiens évangéliques américains avec Israël relève de l'identité. Une enquête du Pew Research Center a montré, en 2014, que plus de 80 % d'entre eux sont convaincus d'un don divin d'Israël au peuple juif, alors que 40 % seulement des Américains de confession juive partage cette conviction. Un autre sondage effectué pour la Brookings Institution en novembre montre cependant que 63 % des personnes interrogées se disaient défavorables à un transfert de l'ambassade alors que 31 % des Américains exprimaient un avis contraire.

Les interrogations soulevées par cette décision de la part des alliés des Etats-Unis renvoient à celles qui ont accompagné le refus, en octobre, de certifier au Congrès que l'accord conclu sur le nucléaire iranien répond aux intérêts américains. Invité par les autres signataires de l'accord, notamment européens, à en reconsidérer les avantages, Donald Trump était passé outre en se défaussant sur le Congrès. La manœuvre a été précipitée et les élus ne sont pas parvenus, jusqu'à présent, à s'entendre sur une réponse. Le président a pu cependant mettre en avant une autre promesse tenue. ■

G. P.

Réunion d'urgence aux Nations unies

Les alliés occidentaux condamnent Washington

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira vendredi 8 décembre pour évaluer les conséquences de la décision de Donald Trump sur Jérusalem. Cette rencontre d'urgence a été demandée par huit des quinze pays siégeant au Conseil dont deux des membres permanents, la France et la Grande-Bretagne. Jamais depuis la fin de la deuxième guerre mondiale les Etats-Unis n'ont été diplomatiquement aussi isolés, y compris vis-à-vis de leurs grands alliés occidentaux.

«*La France est prête, avec ses partenaires, à favoriser toute initiative pour une reprise du dialogue*», a déclaré le président français, Emmanuel Macron, jugeant «*regrettable*» la décision américaine et rappelant «*l'attachement de la France et de l'Europe à la solution de deux Etats, Israël et la Palestine vivant côte à côte en paix et en sécurité dans des frontières internationalement reconnues avec Jérusalem comme capitale des deux*

Etats». Berlin est sur la même ligne et la chancelière Angela Merkel a insisté sur le fait que «*le statut de Jérusalem ne peut être négocié que dans le cadre d'une solution de deux Etats*».

« Désaccord » de Londres

La première ministre britannique, Theresa May, a marqué son «*désaccord*», estimant que cette décision n'était «*d'aucune aide*» pour les perspectives de paix. La chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, a exprimé «*sa sérieuse préoccupation*».

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, fera un exposé de la situation. Le diplomate a rappelé haut et fort, après l'annonce américaine, que le statut de Jérusalem ne peut être résolu que par une «*négociation directe*» entre Israéliens et Palestiniens, réitérant son opposition «*à toute mesure unilatérale*». ■

SERVICE INTERNATIONAL